

Envie d'Europe!

« À quoi sert la politique quand tout va bien ? », s'est demandé Raphaël Glucksmann à Toulouse, le 5 avril, pour le premier meeting de la campagne des Européennes.

Il faut malheureusement des conditions exceptionnelles pour que les réformes les plus essentielles, comme la sécurité sociale inventée par le conseil national de la résistance, par exemple, puissent voir le jour.

Or, aujourd'hui nous sommes précisément dans une période où un effort de même ampleur doit être accompli afin de relever les défis écologiques, sociaux et démocratiques auxquels l'Europe, et au-delà le Monde, sont confrontés. Lentement, les institutions européennes, sous la pression des États, se sont mises à ronronner. Au point que les citoyens s'en détournent.

L'Union européenne est aujourd'hui paralysée. Quand ce ne sont pas les lobbies qui pèsent de tout leur poids pour empêcher le vote de directives contraignantes et régulatrices, ce sont les États qui torpillent les projets de la commission. Au point que la pire vague populiste s'apprête à s'abattre sur elle le 26 mai.

Pourtant, comme l'a expliqué Aurore Lalucq, qui a décidé de quitter Génération.s pour rejoindre la liste de Raphaël Glucksmann : « **Le problème de l'Europe est idéologique. Il est tout à fait possible, dans le cadre des traités actuels d'engager la transition écologique.** ».

Mais cela suppose quelques conditions. D'abord, élire au Parlement européen des combattantes et des combattants (voir article page 3)



À Toulouse le 5 avril

qui ne s'en laisseront pas compter, comme par exemple Éric Andrieu ou Sylvie Guillaume qui ont déjà démontré leur capacité à défendre leurs convictions, face aux lobbies de l'agro-industrie pour l'eurodéputé du sud-ouest ou face aux égoïsmes nationaux envers les réfugiées pour l'eurodéputée de la région lyonnaise.

La bataille serait bien sûr plus facile si la gauche se présentait unie le 26 mai. À plusieurs reprises les participants à ce premier meeting ont scandé « *Unité! Unité! Unité!* » Dans la ville rose, Raphaël Glucksmann n'a pas manqué de rappeler la figure de Jean Jaurès qui doit encore inspirer la gauche.

Ne tombons pas dans le piège, mortifère et dangereux, tendu par Emmanuel Macron qui voudrait limiter le choix des électeurs à un duel entre sa candidate et celle de Marine Le Pen.

Tout naturellement, la liste menée par Raphaël Glucksmann s'intitulera *Envie d'Europe!* car cette expression est celle qui résume le mieux l'état d'esprit de l'ensemble de ses colistiers, à la fois sur la forme (l'état d'esprit combatif) et le fond (l'objectif politique à atteindre). À cinquante jours du scrutin, le ton de la campagne est donné : enthousiaste et combatif!

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 11/04/2019

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Européens!

Il ne suffit pas de sauter sur sa chaise en criant comme un cabri « *Souveraineté, souveraineté, souveraineté* », pour qu'elle se réalise. Au contraire, celles et ceux qui se réclament du souverainisme, par naïveté ou par cynisme, font le jeu des superpuissances.

Dans le contexte mondial actuel, seule l'Europe nous protège et garantit notre souveraineté. Les mensonges éhontés des partisans du Frexit ne doivent tromper personne : si la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE était si bénéfique comment se fait-il que des millions de Britanniques défilent dans les rues de Londres pour réclamer un second référendum? Et que le Parlement cherche à tout prix une solution? François Asselineau connaît-il mieux la situation économique et sociale des Britanniques qu'eux-mêmes?

Ne prenons pas la menace d'un Frexit à la légère : au début aussi, en Grande-Bretagne personne ne croyait sérieusement que le divorce serait possible. Mais à coup de *fakenews* et de coups politiques, les Britanniques se sont retrouvés dans une impasse.

La défiance monte

« **Blanquer, traverse la rue, ta période d'essai est terminée** », scandaient les enseignants et parents d'élèves, le 30 mars, dans les rues de Brest, pour la journée nationale de mobilisation contre les réformes Blanquer. Rarement projet de loi sur l'Éducation aura rassemblé autant d'organisations syndicales contre lui. Et ce n'est pas à la manière dont le ministre répond à ses détracteurs qui va apaiser la situation : en effet, à entendre le ministres les manifestants sont, au mieux des imbéciles qui n'ont rien compris, au pire des agitateurs qui ne cherchent qu'à le faire tomber.



Unité syndicale

Il suffit d'écouter le ministre lorsqu'il parle des enseignants pour se rendre compte qu'il ne les considère pas comme des partenaires. L'article 1 du projet de loi qui stipule que les personnels de l'Éducation nationale n'ont pas le droit de critiquer l'institution est vécu comme une provocation par des enseignants qui s'engagent complètement pour la réussite de leurs élèves.

« L'Éducation doit rester d'abord et avant tout un investissement. »

Pire, alors même qu'il avait annoncé qu'il serait le premier ministre de l'Éducation nationale à ne pas donner son nom à une réforme, Jean-Michel Blanquer cherche systématiquement à casser tout ce que ses prédécesseurs de gauche ont mis en place.

Dans les lycées, parents, élèves et enseignants redoutent l'application de la réforme du lycée d'enseignement général et technologique qui aggrave les inégalités territoriales, instaure une concurrence entre les disciplines et qui, faute de moyens du fait notamment des 2650 suppressions de postes prévues dans le second degré, va inmanquablement dégrader les conditions de travail et d'accompagnement des élèves.

Celle du lycée professionnel diminue la place des matières générales, dévalorisant un peu plus le baccalauréat pro, avec de surcroît une réforme de l'apprentissage qui va occasionner la disparition de certains Centres de Formation et d'Apprentissage (CFA).

Enfin, le dispositif *Parcoursup*, d'inscription dans les établissements du Supérieur, renforce la sélection et laisse sur le côté une grande partie des bacheliers professionnels. Déjà des parents et des lycéens dénoncent les inscriptions payantes à certaines formations.

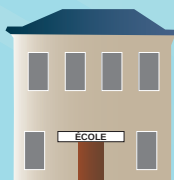


Profs et parents contre ce projet

Cependant, autant d'enseignants, de parents d'élèves, de lycéens ne descendent pas dans la rue sur la simple base de rumeurs ou d'interprétations erronées d'un projet de loi.

Les socialistes ont toujours fait de l'Éducation leur priorité afin de garantir le droit à la réussite pour tous les élèves. Si elle a un coût, elle reste d'abord et avant tout un investissement pour notre pays et pour l'avenir de notre jeunesse.

Les raisons de la colère



Les EPSF

La création des Établissements Publics des Savoirs Fondamentaux (EPSF) avec fusion du collège et des écoles de secteur, pourrait se traduire par la disparition des directions d'école.



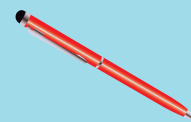
Scolarité obligatoire dès 3 ans

La scolarisation obligatoire des enfants dès 3 ans obligera les communes à financer les écoles maternelles privées.



Dédoublage CP CE1 sans moyen

Le dédoublement des CP et des CE1 dans les REP se fait à moyens constants. L'aménagement des classes reste à la charge des communes.



Pour une revalorisation des carrières

Le mouvement des « Stylos rouges » réclament de meilleures conditions de travail et une revalorisation du traitement des enseignants. En 40 ans, les enseignants français ont perdu 40% de leur pouvoir d'achat.

Une liste de rassemblement

Expérience, renouvellement et représentation de tous les territoires. Voilà la feuille de route qu'avait la commission électorale chargée d'établir la liste des candidates et candidats socialistes aux élections européennes. Ce travail a commencé à l'automne, après l'adoption, par les militants, le 11 octobre, du programme intitulé «Changeons d'Europe».

Alors que la gauche s'apprêtait à se présenter morcelée, des discussions se sont engagées avec Place Publique, le mouvement de Raphaël Glucksmann, qui voulait, précisément, rassembler toutes les forces de gauche et écologistes européennes afin de ne pas laisser la liste d'Emmanuel Macron dans un face-à-face mortifère avec la liste de Marine Le Pen. À l'issue de plusieurs rencontres, dix combats communs, permettant de répondre aux urgences environnementales, sociales et démocratiques ont été définis.

Le mandat donné à Olivier Faure au congrès d'Aubervilliers était clair :

changer ou disparaître. Compte tenu du contexte et de l'accord trouvé autour des dix combats communs, il a été décidé de passer un accord avec Place Publique et toutes les organisations qui ne se résignent pas à voir celles et ceux qui partagent la même ambition européenne.

L'équation était impossible à résoudre : comment constituer une liste de 74 noms alors que 350 candidats avaient postulé et que, puisque les socialistes ont décidé de monter une liste d'union, seuls une quarantaine d'entre

eux figureront finalement sur la liste *Envie d'Europe* !.

Dans la Fédération du Finistère, un peu plus de 300 adhérents ont participé au vote. Ils ont plébiscité à 92 % la liste d'union PS/Place Publique/Nouvelle Donne proposée à l'issue du conseil national du 23 mars. Conformément au vote des adhérents des quatre fédérations bretonnes, Forough Salami-Dadkhan est la première représentante de notre région sur la liste et cinquième candidate socialiste. Figurent aussi sur la liste nationale deux autres Bretons d'Ille-et-Vilaine : Christophe Fouillère, douzième candidat, et Béatrice Hakni-Robin, dix-huitième candidate.

En fonction des accords qui pourraient être passés avec d'autres organisations, la composition de la liste est susceptible de changer car, comme l'a rappelé Olivier Faure le 7 avril, il faut continuer à convaincre toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à voir la gauche divisée alors qu'elle seule peut à la fois réguler les marchés et engager la transition écologique.



92% pour cette liste dans le Finistère

En savoir plus

Adieu camarade...



Congrès, universités d'été, meetings, réunions publiques... Pendant plus de quinze ans, depuis le congrès de Brest, Marcel Plouhinec, à la tête du Service d'Ordre du Finistère et au sein de l'équipe nationale a participé à tous les grands événements du Parti Socialiste.

Policier à la retraite, Marcel Plouhinec était aussi efficace que discret. Il servait le Parti Socialiste, en lui permettant d'organiser ses rassemblements dans de bonnes conditions. Contrairement à d'autres, il ne se servait pas du Parti Socialiste.

Un dernier hommage lui a été rendu mercredi 10 avril, en présence de toutes

celles et tous ceux qui avaient eu la chance de le côtoyer dans ses activités syndicales ou politiques.

Mise au point

Pour le sénateur Jean-Luc Fichet, ce fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Alors qu'il est l'un des parlementaires les plus actifs sur le dossier des déserts médicaux, la presse locale ne reprend pas ses communiqués. Il vient de le dénoncer sur sa page Facebook.

« Une excellente étude de l'UBO montre que 54 % des maires s'inquiètent du manque de médecins dans nos campagnes et de spécialistes (cardiologie à Morlaix) dans nos hôpitaux publics. Depuis 2009, je suis constant sur ce questionnaire. Il y a des avancées mais encore très insuffisantes. Mes interventions fréquentes sont systématiquement adressées à la presse locale afin de bien informer la population du travail fait sur ce sujet. Malheureusement, mes communiqués ne sont jamais repris par Le Télégramme et il y a bien longtemps que je n'ai pas eu un journaliste local au téléphone pour

avoir mon avis. C'est ennuyeux pour les lecteurs qui m'interrogent régulièrement en tant que parlementaire sur des sujets où ils me savent très actif. »

Tout naturellement, le sénateur invite toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à ces questions, en particulier les élu.es, à diversifier leurs sources d'informations et à consulter le site du Sénat <http://www.senat.fr/> ou à regarder *Public Sénat* (<https://www.publicsenat.fr/>) ou tout simplement à le contacter à sa permanence au 02 98 62 02 30.

À vos agendas

La Fête de la gauche se déroulera le **14 septembre 2019** à la prairie Saint-Nicolas à Quimperlé.

Elle marquera le lancement de la campagne des Municipales pour les socialistes et leurs partenaires. Comme l'année dernière, une large place sera accordée aux associations, afin qu'elles puissent présenter leurs activités.





14 septembre
Fête de la gauche
à Quimperlé.

Breizh Civic Lab

Stéphane Péan

« Vivre, travailler, décider et s'organiser au pays » est un slogan qui résume assez bien la volonté, de plus en plus partagée, de Bretonnes et de Bretons qui cherchent à inventer une nouvelle organisation démocratique de notre région, permettant de mieux prendre en compte ses spécificités. C'est l'objectif du Breizh Civic Lab, (www.civiclub.bzh) présidé par Stéphane Péan.

Cap Finistère : Quand on voit Breizh Civic Lab on se doute que ça concerne la Bretagne, la politique et que c'est innovant. Mais pouvez-vous nous en dire plus ?

Stéphane Péan : Au départ, il y a plus de dix ans, j'ai créé le réseau BZH network (www.bzhnetwork.com). Les premiers échanges ont tout d'abord eu lieu sur Viaduc, l'ancêtre de Viadéo. Puis, Facebook est arrivé et les supports d'échanges se sont diversifiés... BZH Network a été la première initiative à consolider la conscience collective bretonne à l'échelle planétaire en utilisant les nouveaux outils réseaux du Web 2.0 avec la volonté de bâtir « l'intelligence collective bretonne en réseau ».

Nous avons également été très actifs dans les réseaux professionnels puis économiques afin de promouvoir la Bretagne à l'international. Nous parlons bien sûr de la Bretagne historique et vivante, constituée de ses cinq départements, incluant la Loire-Atlantique.

La dimension politique est arrivée progressivement et naturellement. Elle s'est imposée avec le lancement de l'European Democracy Lab courant 2018, dont j'ai eu l'occasion de rencontrer un de leur représentant lors d'un voyage à Berlin. J'ai tout de suite compris qu'il était possible et souhaitable de mettre en place une organisation citoyenne équivalente en Bretagne. C'est ainsi que nous avons déposé les statuts du Breizh Civic Lab.

Cap Finistère : Pourquoi insistez-vous autant sur la dimension urbaine de la Bretagne ?

Stéphane Péan : La République centralisée n'a jamais aidé les villes à s'organiser. Historiquement, les villes bretonnes n'ont pas su garder leurs habitants. Une grande partie de la Bretagne est rurale dans ses paysages, mais ses habitants ont bien des pratiques urbaines. S'ils ne vivent pas dans des villes, ils y travaillent tout en résidant dans des communes éloignées du périurbain ou du rural. Il y a très peu de territoires ruraux complètement autonomes. On peut considérer la Bretagne comme un ensemble de villes interconnectées dont l'influence concerne plus de 70% de la population. C'est pourquoi,

il faut prendre de la hauteur et ne pas se restreindre aux limites administratives qui ne correspondent pas aux bassins de vie. En ce sens, nous nous démarquons d'un certain discours conventionnel, souvent issu du mouvement breton et qui a tendance à survaloriser les petites villes et à refuser la métropolisation. Nous ne pensons pas que la Bretagne est en train de disparaître. D'ailleurs, nous défendons davantage une Bretagne civique qu'une Bretagne culturelle, avec une vision républicaine et non communautaire.

Nous allons nous atteler à rédiger et publier des notes de synthèse partant de la réalité bretonne car trop souvent, les débats sont monopolisés par des intellectuels qui ont tendance à généraliser leur discours en simplifiant la réalité française. Leurs grilles de lecture ne correspondent pas toujours à celle de la Bretagne et de ses enjeux.

Cap Finistère : Quels seraient les contours et les compétences de l'Assemblée de Bretagne que vous appelez de vos vœux ?

Stéphane Péan : Répondre maintenant à cette question n'a pas de sens dans la mesure, où, justement, nous voulons donner la parole aux citoyens et partir de leurs attentes. Ce ne sera pas une couche de plus au « 1 000 feuilles » territorial. Nous faisons table rase des départements et des régions concernées et on reconstruit, à l'échelle de la Bretagne historique, des institutions qui permettent de répondre à nos propres problématiques. Est-ce que ça sera sur la base de pays ? Quelle sera la place des métropoles ? Et surtout quels pouvoirs portera-t-elle ? Nous n'avons pas, aujourd'hui, de réponses tranchées à ces questions qui seront soumises au débat.

Cap Finistère : Quels sont vos projets, à court et moyen terme ?

Stéphane Péan : Nous pensons qu'il faut un vrai mouvement citoyen pour porter cette vision et créer un rapport de force afin de faire bouger les lignes. Nous cherchons des fonds et des partenaires pour organiser un débat citoyen à l'échelle de la région qui permettra l'émergence de ces revendications et la construction d'un projet cohérent. J'en reviens à ce que j'expliquais au début de notre entretien, les innovations en matière de réflexion collective permettent de faire émerger l'intérêt général mais demandent avant tout de faire appel à des professionnels qui maîtrisent la méthodologie.

Contact : contact@civiclub.bzh

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1266 - Vendredi 12 avril 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

